



CAMPAGNE 2021 DE DECLARATION DES REVENUS La DGFIP est-elle aux abois?

Dans une note datée du 15 mars 2021, La DG a dévoilé son nouveau dispositif national d'accueil téléphonique.

Cette note est totalement ubuesque puisqu'elle détaille tranquillement comment le dispositif national d'accueil téléphonique derrière le numéro national 0809 401 401 qui est sensé soutenir les services de gestion dans les départements, ne pourra faire face lors de la campagne de l'impôt sur le revenu. Ainsi la solution trouvée par la DG ce sont les services de gestion et de contrôle des directions déconcentrées qui vont devoir aider le service national. **Bravo!**

C'est le triste constat d'une gouvernance à court terme de notre Direction Générale sans aucune anticipation, sans vision sur la réalité de la situation des services et la conséquence de décennies de destruction d'emploi qui laisse les services de gestion en ruine.

Ainsi on cherche dans les départements comment attribuer les lignes de téléphone de renfort. On trouve les ressources manquantes (après les SIP et les services de direction) dans les services de contrôle, seule variable d'ajustement possible mais désastreuse en termes de résultats pour eux.

On demande aux agents des SIP déjà submergés de gérer ces appels puis à ceux chargés du contrôle des particuliers de faire du standard téléphonique national pendant 2 mois. Cela démontre l'intérêt que porte la DG aux agents des SIP et sur le maintien du contrôle fiscal dans les départements. Cette situation n'a rien à voir avec la participation au pôle local téléphonique des agents des services de contrôle qui était faite pour soutenir les agents des SIP pendant 5 semaines.

Ce n'est pas le seul exemple du moment puisque pour le Fonds de Solidarité Covid, les SIE sont incapables de traiter seuls les demandes et donc ce sont les services de contrôle PCR, PCE ou BDV qui traitent aussi les demandes à priori. Il y a même des agents qui vont cumuler téléphone et fonds de solidarité.

Le comble vient d'être annoncé avec l'embauche, dans certaines directions, de contractuels pour traiter les demandes, on est sidéré!!

Si on s'intéresse un peu au sujet, les agents qui sont chargés actuellement de ce travail, le juge difficile, complexe, requiert de l'expérience et l'accès à de nombreuses applications métiers. Et là, on va confier cette mission à des contractuels embauchés pour 6 mois. Certes on se rappelle de la formule «Quoi qu'il en coûte» mais là cela dépasse l'entendement. C'est à l'image de ce qui s'est passé lors du traitement des demandes des mois de mars à novembre 2020 où les vannes étaient grandes ouvertes sans aucun filtre et que des dossiers non éligibles étaient validés automatiquement. La situation est inadmissible, les agents ne sont pas là pour subir les incuries des hauts fonctionnaires de la DG.

On est ici sur la démonstration que la DG n'est que dans la communication, d'un côté on fait des photos lors de la signature des conventions NRP, on promeut la décentralisation de quelques services et dans le monde réel, on n'arrive plus à assurer nos missions sans déclencher la mise à l'arrêt de tous les services pour y parvenir. Tout simplement aussi, La DG considère peu être que les agents sont à sa totale disposition et que la notion de poste et de métier ne veulent plus rien dire.

Ce qui se passe est intolérable, et la CGTFIP ne peut rester muette sur le sujet même si les conditions de mobilisation des agents n'est pas possible à cause des contraintes sanitaires.

A la sortie de cette crise, il faudra que la DG s'explique sur cette politique destructrice devant les agents et les usagers.

Cette situation est à l'image des difficultés que rencontrent les hôpitaux, les agences de santé et les services de l'État face à cette crise. Des années de suppression d'emploi dogmatiques sans vision d'avenir, on arrive à une désorganisation totale des services et c'est sur le seul engagement des agents de terrain que repose la réponse à la crise.